

Enquête pour blanchiment d'argent

La Suisse traque la fille du président ouzbek

Gulnara Karimova est introuvable depuis un an. Longtemps installée à Genève, elle est la principale suspecte dans la plus grande affaire de blanchiment instruite en Suisse

L'essentiel

● **Enquête** Le Ministère public de la Confédération enquête depuis l'été 2012 sur une affaire de soupçon de blanchiment et de corruption liée à l'Ouzbékistan. 800 millions de francs demeurent sous séquestre.

● **Silence radio** L'avocat suisse de Gulnara Karimova demande, en l'absence de tout contact, «la suspension de la procédure».

● **Mafia** Celle qui fut le second personnage du pays serait victime d'une «lutte entre clans mafieux» et privée de liberté en Ouzbékistan, selon une activiste.

Pierre-Alexandre Sallier

A Cologne, au bout d'un chemin, une villa sous scellés depuis dix-huit mois, gardée par une patrouille de sécurité privée. Une ligne aérienne régulière entre Tachkent et Cointrin depuis longtemps fermée. Telle est l'image vacillante de la représentante de l'Ouzbékistan au Palais des Nations. Hormis son ancienne résidence et quelques anecdotes oubliées, il ne reste aujourd'hui guère de traces de l'installation à Genève, entre 2009 et 2013, de Gulnara Karimova, la fille du président ouzbek, laquelle rivalisait



Gulnara Karimova
Fille du président de l'Ouzbékistan et ancienne résidente de Cologne

d'éclat avec sa sœur, alors installée à Vandœuvre, lors de soirées diplomatiques. Disparue sans laisser d'adresse, elle demeure pourtant la principale suspecte dans une enquête qui pourrait aboutir à la plus grande affaire de blanchiment instruite en Suisse.

Gulnara Karimova et son entourage n'ont laissé qu'une chose derrière eux. Plus de 800 millions de francs, dans des comptes ouverts chez Lombard Odier et une poignée d'autres banques. Un trésor toujours maintenu sous séquestre au sein des établissements par le Ministère public de la Confédération (MPC). Depuis l'été 2012, ces dépôts sont soupçonnés d'être liés à une vaste affaire de commissions occultes versées par le groupe scandinave TeliaSonera, entre 2007 et 2010, pour conquérir la téléphonie de l'Ouzbékistan.

Avocat «sans contact»

Le conseil qui a été désigné par la justice fédérale pour la défendre poursuit également une ombre. «En l'absence de tout contact et de la moindre instruction, l'exercice de mon ministère est absolument impossible, invoque l'avocat Grégoire Mangeat. La procédure doit être suspendue; c'est ce que je demanderai, pour la deuxième fois, prochainement aux autorités pénales», poursuit ce spécialiste de la criminalité financière. Une première requête en ce sens a été rejetée par le Tribunal fédéral en septembre dernier. A Berne, la ligne reste la même:



A Cologne, la résidence autrefois occupée par Gulnara Karimova est sous séquestre depuis septembre 2013. Elle avait été acquise pour près de 20 millions en 2009.

«L'instruction pénale à l'encontre de six personnes, dont Mme Karimova, suit son cours malgré l'absence des prévenus.»

De Stockholm à Amsterdam en passant par Paris, plusieurs procureurs feraient sur l'affaire. Il y a dix jours, la justice française a ainsi rendu publique la saisie d'une villa sur la Côte d'Azur, d'un appartement parisien dans le XVI^e arrondissement et d'un château en Ile-de-France. Le tout acquis entre 2009 et 2011 pour une cinquantaine de millions d'euros par celle qui était au centre du

pouvoir en Ouzbékistan. «Cette saisie a été réalisée en concertation avec le MPC dans le cadre de l'entraide judiciaire», réplique le Parquet fédéral. La banque Lombard Odier n'a, elle, pas fait l'objet de plainte en tant que partie à cette procédure. Un porte-parole de l'établissement rappelle même «la pleine collaboration de la banque avec la justice».

La disgrâce de Gulnara

Les courriers envoyés de Berne aux autorités de Tachkent afin d'obtenir l'audition

de témoins clés - à commencer par Gulnara Karimova, 42 ans - ont peu de chances de recevoir une réponse. Et pour cause. Longtemps intouchable, la fille de l'homme qui règne sur le pays depuis l'écroulement de l'URSS, serait assignée à résidence depuis un an en Ouzbékistan. Le 23 septembre dernier, elle a été officiellement poursuivie pour ses «liens avec une organisation criminelle», rapportait l'agence de presse russe Interfax.

Les derniers signaux envoyés par cette hyperactive de la communication sur In-

ternet remontent au 16 février 2014: quelques photos et un message de SOS envoyés sur Twitter. Le lendemain, les forces de sécurité auraient fait irruption dans sa résidence de Tachkent, où se trouvaient également ses associées Gayane Avakian et Ekaterina Kliouïeva, ainsi qu'un ami proche, Roustam Madoumarov.

800 millions très convoités

Le montant des sommes actuellement bloquées en Suisse - elles représentent le double des projets d'aides financés l'an dernier en Ouzbékistan par la Banque mondiale - suscite bien des intérêts. Dans une lettre envoyée le 3 décembre dernier au Département fédéral des affaires étrangères, des «organisations de défense des droits de l'homme» expriment leurs «inquiétudes quant aux fonds gelés» et enjoignent «les autorités suisses à dédier ces fonds au peuple ouzbek». Ces dernières disent vouloir «discuter du sujet», en rappelant le précédent du fonds Bota. «Nous avons reçu la confirmation que notre demande était examinée et que nous recevrons une réponse officielle», assure la principale signataire de la lettre, Nadejda Ataïeva, activiste ouzbèke réfugiée en France.

Mise en place par les Etats-Unis et la Suisse à la fin des années 90, le mécanisme Bota avait permis d'assurer le retour de l'argent de la corruption saisi dans un pays dont le gouvernement concerné était toujours au pouvoir - tout en s'assurant qu'il finance la lutte contre la pauvreté. Il s'agissait alors du Kazakhstan. A Berne, un expert de la restitution de fonds détournés remarque qu'il est «beaucoup trop tôt pour évoquer une restitution, la procédure visant à prouver l'origine illicite de ces fonds en lien avec l'Ouzbékistan n'étant même pas achevée». Il dit n'avoir pas le souvenir de cas où l'argent de la corruption aurait été restitué en direct à une ONG.

Guerre de clans en Ouzbékistan

● Disgrâce vertigineuse? Intox destinée à embrouiller la justice helvétique? Les dernières images de celle qui représentait, il y a deux ans encore, l'Ouzbékistan aux Nations Unies à Genève - et qui était la cliente convoitée de l'une des plus anciennes banques de la ville - ont été déposées sur Twitter il y a six mois, par des proches en exil. Elles montrent une femme visiblement épuisée, démaquillée, en pantoufles et training, tentant vainement de résister à un trio de plantons en treillis. Ceux-ci ne craignent pas d'empoigner par le bras l'un des personnages les plus redoutés du pays: la fille du président.

Dans ce théâtre d'ombres que représentent les luttes des clans - des cartels - d'un pays dont la criminalité organisée étend sa toile sur l'ex-URSS, même le sort de celle qui contrôlait des pans entiers de l'économie apparaît incertain. Les points de vue, opposés, de deux activistes en exil permettent de dessiner l'arrière-plan de la plus importante enquête suisse en matière de blanchiment. La chute de Gulnara Karimova «montre qu'une autre partie

de la mafia l'a finalement emporté sur celle qu'elle dirigeait», analyse Galima Boukharbaïeva, journaliste en exil en Allemagne. «Il se pourrait bien qu'elle ne survive pas à cette guerre des gangs», ajoute celle qui a dû fermer en décembre le site d'informations Uznews qu'elle dirigeait, en raison du piratage de ses courriels. Tous ses journalistes qui contribuaient au site ont vu leur nom exposé. Et leur sécurité compromise. A en croire Galima Boukharbaïeva, le clan vainqueur est «celui qui est parvenu à manipuler un patriarche vieillissant». La vie publique échevelée de Gulnara Karimova et des rumeurs sur ses ambitions présidentielles - lui auraient fait perdre le soutien de celui qui tient le pays depuis 25 ans. «Détourner l'argent du pays, d'accord; mais attirer la honte sur la famille en faisant la fête à moitié nue ou en parlant politique, jamais; surtout au moment où Islam Karimov brigue une quatrième réélection», poursuit la journaliste.

Une fête en particulier a marqué les esprits. Un mariage de 400 personnes, à Tachkent, en septembre 2012. Sur

plusieurs clichés, la fille du président apparaît dans une tenue au chic provoquant, au bras d'Alicher Ousmanov - influent oligarque russe d'origine ouzbèke - aussi rouge qu'hilare. Peu après, «celui-ci dira dans un discours combien il est fier de financer les projets de Gulnara», décrit Nadejda Ataïeva, activiste renommée réfugiée en France. Pour cette dernière aussi, le président ouzbek a lâché sa fille. Le clash «a eu des conséquences au sein du Cabinet ministériel et des Services de sécurité». Gulnara Karimova «a perdu son statut - elle ne gère plus le budget de l'Etat - et a plongé dans la dépression», veut croire cette responsable d'ONG. Mais celle-ci évoque «une mise à l'isolement salutaire» et assure que Gulnara Karimova a été vue en été et automne 2014 au volant de sa voiture, à Tachkent. Quid de photos la montrant aux prises avec des gardes? «Une pitoyable tentative pour susciter la compassion. Ces souffrances sont liées à sa nostalgie d'une vie de caprices, de glamour et de luxe», balaie Nadejda Ataïeva. **P-ALS.**